

COGEP
AUDIT

ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DES
TERRITOIRES TOURISTIQUES - ANETT
47 Quai d'Orsay
75007 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31/12/2024



ANETT

47 Quai d'Orsay
75007 PARIS

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ANETT** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-18010 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciation ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la structure à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,



influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude
- 

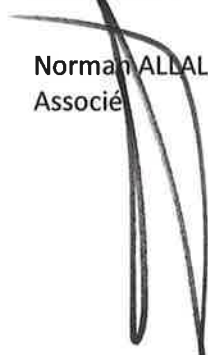
significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Norman ALLAL
Associé



BILAN-ACTIF	Brut	Amort. et dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acomptes				
Immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions	457 347,05	403 551,82	53 795,23	64 442,23
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	137 639,51	96 334,51	41 305,00	48 371,00
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	594 986,56	499 886,33	95 100,23	112 813,23
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Immobilisations financières (1)				
Actif Immobilisé	594 986,56	499 886,33	95 100,23	112 813,23
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Usagers et comptes rattachés	90 427,00	25 912,00	64 515,00	101 115,00
Autres créances	72 311,00		72 311,00	4 091,95
Créances (2)	162 738,00	25 912,00	136 826,00	105 206,95
Valeurs mobilières de placement	2 490,06		2 490,06	2 490,06
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	553 203,57		553 203,57	539 044,78
Charges constatées d'avance	31 518,16		31 518,16	4 702,04
Divers	587 211,79		587 211,79	546 236,88
Actif Circulant	749 949,79	25 912,00	724 037,79	651 443,83
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
Total Actif	1 344 936,35	525 798,33	819 138,02	764 257,06
Immos financières (1) Dont à moins d'un an (brut)				
Créances (2) Dont à moins d'un an (brut)				



BILAN-PASSIF	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	556 730,59	571 671,77
Résultat	-49 647,58	-14 941,18
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Fonds propres	507 083,01	556 730,59
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
Fonds dédiés		
Autres fonds associatifs		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses (2)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	397,00	990,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 636,62	41 594,78
Dettes fiscales et sociales	142 656,41	152 133,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	13 142,98	12 807,98
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	88 222,00	
Dettes (1)	312 055,01	207 526,47
Ecart de conversion - Passif		
Ecart de conversion		
Total Passif	819 138,02	764 257,06
<i>Dettes et PCA (1) dont à plus d'un an</i>		
<i>Dettes et PCA (1) dont à moins d'un an</i>		
<i>Emprunts et dettes diverses (2) Dont concours bancaires</i>		
<i>Emprunts et dettes diverses (2) Dont emprunts participatifs</i>		



Compte de résultat	du 01/01/2024 au 31/12/2024	du 01/01/2023 au 31/12/2023
Cotisations		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	696 276,00	712 761,00
dont parrainages		
Ventes de biens et services	696 276,00	712 761,00
Concours publics et subventions d'exploitation		2 000,00
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation co		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières	11 778,00	
Produits de tiers financeurs	11 778,00	2 000,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et tr	3 459,00	9 483,00
Utilisations des fonds dédiés		
Production immobilisée et en-cours de production		
Autres produits	6 606,36	5 969,60
Total I (1)	718 119,36	730 213,60
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	-262 071,56	-232 059,71
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	-20 402,42	-698,23
Salaires et traitements	-308 151,72	-323 270,27
Charges sociales	-152 513,31	-169 892,17
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-27 407,00	-18 223,75
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	-1 575,00	-5 691,48
Total II (2)	-772 121,01	-749 835,61
Résultat d'exploitation	-54 001,65	-19 622,01
De participation (3)		4 687,08
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo (3)	4 950,78	
Autres intérêts et produits assimilés (3)		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de char		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placemen		
Total III	4 950,78	4 687,08
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provi		
Intérêts et charges assimilées		-6,25
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placeme		
Autres charges financières		
Total IV		-6,25
RESULTAT FINANCIER	4 950,78	4 680,83
RESULTAT COURANT avant impôts	-49 050,87	-14 941,18
Sur opérations de gestion		



Compte de résultat	du 01/01/2024 au 31/12/2024	du 01/01/2023 au 31/12/2023
Sur opérations en capital	150,00	
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges		
Total V	150,00	
Sur opérations de gestion	-1,51	
Sur opérations en capital	-745,20	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov.		
Total VI	-746,71	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-596,71	
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
EXCEDENT OU DEFICIT	-49 647,58	-14 941,18
<i>Produits d'exploitation (1) Dont des exercices antérieurs</i>		
<i>Charges d'exploitation (2) Dont des exercices antérieurs</i>		
<i>Produits financiers (3) Dont des entités liées</i>		
<i>Charges financières (4) Dont intérêts des entités liées</i>		



I - Préambule

Préambule

Présentation de l'association

L'association ANETT, domiciliée au 47 Quai d'Orsay 75007 Paris, a pour

but :

1° l'étude des points de vue économique, administratif, juridique et financier, des questions intéressant spécialement les stations classées, les communes touristiques ou à vocation touristique et les territoires touristiques.

2° la création de liens de solidarité et d'échange entre les élus de ces stations, communes et territoires, notamment en suscitant des initiatives de solidarité, d'aide et d'information,

3° le développement des relations avec les groupements et organismes nationaux et internationaux répondant aux mêmes préoccupations, ainsi que la représentation institutionnelle auprès de ces groupements et organismes,

4° la représentation des intérêts spécifiques de ces stations, communes et territoires touristiques auprès des pouvoirs publics.

L'Anett ne fait pas appel à la générosité du public, il n'y a pas non plus de contribution volontaire en nature à la clôture de l'exercice.

Présentation de l'exercice

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 .

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 819 138€ dégage un déficit de 49 648€.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période s'échelonnant du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, constituent l'annexe et font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice.

Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

La Directrice Générale partira à la retraite au cours de l'exercice 2025.

II - Principes et méthodes comptables

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et aux dispositions prévues par l'Autorité des Normes Comptables du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 et du règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019, ainsi que celles du règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Conformément à celui-ci, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Changements comptables

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour cet exercice n'ont fait l'objet d'aucune modification par rapport à l'exercice précédent.



III - Postes de l'actif du bilan

Etat des immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

IMMOBILISATION NON DECOMPOSEES

Agencements : 5 à 20 ans
Mobiliers de bureau : 5 ans
Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

IMMOBILISATION DECOMPOSABLES

(Immeuble inscrit à l'actif et affecté à l'exploitation, ou mis à la disposition d'une entreprise liée, au sens de l'article 39-12 du CGI, affectant ce bien à leur propre exploitation).

L'amortissement des composants est calculé selon leur durée d'utilisation. La structure est amortie selon la durée d'usage.

Le tableau de décomposition et d'amortissement est le suivant :

Structure 60% 40 ans
Façade, étanchéité 20% 20 ans
Inst.Généralistes Techniques (IGT) 10% 15 ans
Agencements 10% 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les cotisations à recevoir s'élèvent à 18.4 K€ dont 16 K€ sont relatifs à des années antérieures à 2024.

Les cotisations appelées au titre de 2024 et non encaissées début février 2025 ont été comptabilisées et dépréciées en totalité, tout comme l'ensemble des créances antérieures à 2024.

Les autres créances sont constituées par le solde des partenariats à encaisser au titre de l'année 2024.

Charges constatées d'avance

CCA EXPLOITATION 31 518 €

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent pour leur valeur d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire, correspondant à leur valeur de marché, est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Aucune compensation n'est effectuée avec des plus-values latentes.



IV - Tableau des immobilisations

Cadre A	Val. brute début exerc.	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement R&D			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorpo.			
Immobilisations corporelles	594 987		
Terrains			
Construc. sur sol propre	457 347		
Construc. sur sol d'autrui			
Install. gén., agenc. et aménag. des construc.			
Install. techniques, mat. et outillage indus.			
Install. gén., agenc. et aménag. divers	120 223		
Mat. de transport			
Mat. de bureau et inform., mobilier	17 417		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Immobilisations financières			
Participations éval. mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
Total général	594 987		



Cadre B	Diminutions		Val. brute fin exerc.	Réévaluations val. orig.
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles	0			
Frais d'établissement R&D	0			
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorpo.	0			
Immobilisations corporelles	0	0	594 987	
Terrains	0			
Construc. sur sol propre	0		457 347	
Construc. sur sol d'autrui	0			
Install. gén., agenc. et aménag. des construc.	0			
Install. techniques, mat. et outillage indus.	0			
Install. gén., agenc. et aménag. divers	0		120 223	
Mat. de transport	0			
Mat. de bureau et inform., mobilier	0		17 417	
Emballages récupérables et divers	0			
Immobilisations corporelles en cours	0			
Avances et acomptes	0			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	0			
Participations éval. mise en équivalence	0			
Autres participations	0			
Autres titres immobilisés	0			
Prêts et autres immo.financières	0			
Total général	0	0	594 987	

V - Tableau des amortissements

Tableau des amortissements : situation et mouvements de l'exercice

Cadre A	Val. début exerc.	Augm. dotation	Dimin. Sorties/Reprises	Val. fin exerc.
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Frais d'établissement R&D	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorpo.	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	482 527	17 713	0	0
Terrains	0	0	0	0
Construc. sur sol propre	392 904	10 647	0	0
Construc. sur sol d'autrui	0	0	0	0
Install. gén., agenc. et aménag. des construc.	0	0	0	0
Install. techniques, mat. et outillage indus.	0	0	0	0
Install. gén., agenc. et aménag. divers	71 852	5 647	0	0
Mat. de transport	0	0	0	0
Mat. de bureau et inform., mobilier	17 771	1 419	0	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Total général	482 527	17 713	0	0



Cadre B	Reprises			Mvt net amort fin exerc.
	Différentiel durée	Mode dégressif	Amort. fiscal except.	
Immobilisations incorporelles	0			
Frais d'établissement R&D	0			
Autres postes d'immobilisations incorpo.				
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Terrains	0			
Construc. sur sol propre			0	0
Construc. sur sol d'autrui		0		
Install. gén., agenc. et aménag. des construc.	0			
Install. techniques, mat. et outillage indus.			0	0
Install. gén., agenc. et aménag. divers		0		
Mat. de transport				
Mat. de bureau et inform., mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Total général	0	0	0	0

VI - Etat des créances

Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	194 256	194 256	
Clients, usagers, et comptes rattachés			
Autres créances clients, usagers, adhérents	90 427	90 427	
Personnel et comptes rattachés		0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts taxes et versements assimilés		0	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	72 311	72 311	
Charges constatées d'avance	31 518	31 518	
Total général	194 256	194 256	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice			

VII - Informations passif bilan



Postes de passif du bilan

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges, est comptabilisée dès qu'il existe une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, nettement précisée quant à son objet, dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Indemnités de fin de carrière

Lors de leur départ à la retraite, le personnel perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans la Convention Collective FNOTSI.

Aucune provision pour engagement de retraite n'a été comptabilisée au 31 décembre 2024.

Médailles du travail

Le caractère non significatif nous a conduit à ne pas constater de provision.

Produits constatés d'avance

PCA exploitation 88 222€

Tableau de variation des fonds propres (ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	A l'ouverture exerc.	Affectation résultat	Augm.	Diminution / Consommation	A la clôture exerc.
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves (1)					
Report à nouveau (2)	571 672	-14 491			556 731
Excédent ou déficit de l'exercice (3)		0	-49 648		-49 647
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	571 672	-14 491	-49 648	0	507 084
(1) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					
(2) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					
(3) Dont acti. Sociales/médico-sociales sous gest. contrôlée					



VIII - Tableau des provisions et dépréciations inscrites au bilan

Provisions	Montant deb. exerc.	Augm. dot. exerc.	Dimin : reprises exerc.		Montant fin exerc.
			Utilisées	Non utilisées	
Prov. réglementées					
Prov. gisements miniers & pétroliers					
Prov. investissements					
Prov. prêts d'installation					
Autres Prov. réglementées					
Prov. pour risques et charges					
Prov. litiges					
Prov. garanties données aux clients					
Prov. pertes sur marchés à terme					
Prov. amendes et pénalités					
Prov. pertes de change					
Prov. pensions et obligations similaires					
Prov. impôts					
Prov. renouvellement des immo.					
Prov. grosses réparations					
Prov. charges sociales et fiscales sur CP					
Autres Prov. pour risques et charges					
Prov. pour dépréciations	19 677	9 694	1 265		25 912
Sur immo. incorpo.					
Sur immo. corpo.					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immo. finan.					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	19 677	2 194	1 265		25 912
Autres dépréciations		7 500			
Total général	19 677	9 694	1 265		25 912

Dotations et reprises	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dotations			
Reprises			

IX - Informations complémentaires



COGEP



WE ARE AN INDEPENDENT MEMBER OF
THE GLOBAL ADVISORY
AND ACCOUNTING NETWORK